

BTS ÉCONOMIE SOCIALE FAMILIALE

CONNAISSANCE DES POLITIQUES SOCIALES – U5

SESSION 2017

Durée : 5 heures
Coefficient : 5

Matériel autorisé.

- Toutes les calculatrices de poche y compris les calculatrices programmables, alphanumériques ou à écran graphique sous réserve que leur fonctionnement soit autonome et qu'il ne soit pas fait usage d'imprimante conformément à la circulaire n°99-186 du 16/11/1999.

Tout autre matériel est interdit.

Dès que le sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.

Le sujet comporte 12 pages, numérotées de 1/12 à 12/12.

BTS ÉCONOMIE SOCIALE FAMILIALE		Session 2017
U5 – Connaissance des politiques sociales	Code : 17NC-ESE5CPS	Page : 1/12

[...] La notion d'autonomie des jeunes renvoie à des définitions plurielles. Franchissement d'étapes vers l'indépendance vis-à-vis de la famille, capacité à se créer un univers propre, à gouverner sa vie en faisant des choix pertinents...

[...]

Source - **CICCHELLI Vincenzo, *L'autonomie des jeunes, questions politiques et sociologiques sur les mondes étudiants*, 2013, Paris, La Documentation française.**

« La montée du chômage à partir des années 1970 et l'exposition plus forte des jeunes aux aléas de la conjoncture économique a rendu évidemment plus long et plus difficile l'accès aux statuts d'adultes. En effet, tant qu'un jeune ne dispose que de ressources faibles et précaires, il peut difficilement prendre son indépendance, quitter ses parents et accéder à un logement personnel [...].

Source - **GALLAND Olivier, *Parlons jeunesse en trente questions*, Doc en poche, Paris, 2013.**

Question 1.

Analyser les difficultés des jeunes au regard de l'emploi et montrer en quoi elles sont un frein à leur accession à l'autonomie.

Expliquer comment différentes politiques sociales peuvent permettre de répondre à leur besoin d'autonomie.

Question 2.

Montrer comment le CIDJ, en lien avec ses partenaires, contribue à l'autonomie des jeunes.

L'épreuve permettra d'évaluer les compétences suivantes :

C.4.1 - Développer des actions en partenariat, en réseau et participer à la dynamique institutionnelle ;

C.4.2 - Respecter les logiques institutionnelles et les stratégies organisationnelles.

BARÈME.

Question n°1 : 10 points.

Question n°2 : 8 points.

Clarté et rigueur de l'expression écrite et de la composition : 2 points.

BTS ÉCONOMIE SOCIALE FAMILIALE		Session 2017
U5 – Connaissance des politiques sociales	Code : 17NC-ESE5CPS	Page : 2/12

ANNEXES.

ANNEXE 1 – Taux de chômage au premier trimestre 2016.

Informations rapides, INSEE conjoncture, 19 mai 2016, n°130, principaux indicateurs.

ANNEXE 2 – Qu'en est-il de la situation de l'emploi des jeunes en France ? (extraits)

CAHUC Pierre, CARCILLO Stéphane et. ZIMMERMAN Klaus F. « *L'emploi des jeunes peu qualifiés en France* » - Les notes du Conseil d'analyse économique, n°4 avril 2013.

ANNEXE 3 – Ressources des 18-24 ans : le rôle essentiel des parents.

CASTELL Laura, PORTELA Mickaël et RIVALAIN Raphaëlle, *Étude « Les principales ressources des 18-24 ans » : premiers résultats de l'enquête nationale sur les ressources des jeunes*. INSEE Première, n°1603, juin 2016. Enquête nationale sur les ressources des jeunes (ENRJ) - site de la Drees.

ANNEXE 4 – Le CIDJ (Centre d'Information et de Documentation Jeunesse), ses missions.

Qui sommes nous ?, CIDJ, en ligne sur le site <http://www.cidj.com>.

ANNEXE 5 – Le Centre d'Information et de Documentation Jeunesse (CIDJ).

Rapport d'activité 2015. Disponible sur [http : // www.cidj.com/](http://www.cidj.com/).
(Consulté le 20 octobre 2016).

ANNEXE 6 – Une antenne de la Mission Locale de Paris au CIDJ.

CIDJ, <http://www.cidj.com>, consulté le 20 octobre 2016.

ANNEXE 7 – Mission Locale de Paris.

Mission Locale de Paris, Union des Missions Locales.
Disponible sur : <http://www.unml.info/les-missions-locales>.
(Consulté le 07 juillet 2016).

ANNEXE 1 – Taux de chômage au premier trimestre 2016.

Taux de chômage BIT en France métropolitaine

Données CVS, en moyenne trimestrielle

	En % de la population active		Variation en points sur un		Milliers
	2015 T4	2016 T1 (p)	trimestre	an	2016 T1 (p)
Personnes au chômage	9,9	9,9	0,0	-0,1	2 845
15-24 ans	23,9	24,2	0,3	0,1	657
25-49 ans	9,2	9,3	0,1	-0,2	1 651
50 ans ou plus	6,7	6,5	-0,2	0,0	537
Hommes	10,4	10,3	-0,1	-0,1	1 537
15-24 ans	25,5	25,4	-0,1	-0,2	379
25-49 ans	9,5	9,4	-0,1	-0,2	874
50 ans ou plus	7,2	6,8	-0,4	0,0	285
Femmes	9,4	9,4	0,0	-0,2	1 307
15-24 ans	22,0	22,7	0,7	0,3	278
25-49 ans	9,0	9,1	0,1	-0,2	777
50 ans ou plus	6,3	6,2	-0,1	0,0	252
Personnes au chômage de longue durée	4,2	4,3	0,1	0,1	1 231

(p) = provisoire

Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus

Source : Insee, enquête Emploi

Taux de chômage 1^{er} trimestre 2016, au sens du BIT (Bureau International du Travail).

Source - Informations rapides, INSEE conjoncture, 19 mai 2016, n°130, principaux indicateurs.

ANNEXE 2 – Qu'en est-il de la situation de l'emploi des jeunes en France ?

Une étude du Conseil d'Analyse Économique dresse un bilan alarmant : « Aujourd'hui près de 1,9 million de jeunes de 15 à 29 ans ne sont ni en emploi, ni en éducation ni en formation. Ces « NEET » [Not in Education, Employment or Training] représentent près de 17 % de la tranche d'âge. (...) »

La France a un problème spécifique avec l'emploi des jeunes. À seulement 30 %, le taux d'emploi des 15-24 ans est deux fois plus faible qu'au Danemark, 1,5 fois plus faible qu'au Royaume-Uni, aux États-Unis ou en Allemagne. Lorsqu'on inclut les jeunes de 25 à 29 ans, la comparaison n'est guère meilleure. Ce décrochage n'existe pas pour les personnes âgées de 30 à 54 ans pour lesquelles la France se situe au-dessus de la moyenne de l'OCDE.

La faiblesse du taux d'emploi des jeunes en France s'explique autant par une moindre fréquence du travail chez les jeunes qui sont encore en étude, que par un nombre très important de jeunes inoccupés.

En effet, tous les jeunes qui ne sont pas en emploi ne sont malheureusement pas pour autant en éducation ou en formation. Nombreux sont ceux qui sont au chômage, voire inactifs. Cette population est en situation de grande précarité et rencontre les plus grandes difficultés d'insertion dans l'emploi ». [...]

Source - **CAHUC Pierre, CARCILLO Stéphane et. ZIMMERMAN Klaus F. « *L'emploi des jeunes peu qualifiés en France* »**, Les notes du Conseil d'analyse économique, n°4 avril 2013.

ANNEXE 3 – Ressources des 18-24 ans : **le rôle essentiel des parents.**

Les premiers résultats de l'Enquête Nationale sur les Ressources des Jeunes (ENRJ) sont publiés par l'Institut National de la Statistique des Études Économiques (INSEE). Cette enquête inédite, menée conjointement avec la Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES), a recueilli du 1^{er} octobre au 31 décembre 2014, les réponses de 5 800 jeunes de 18 à 24 ans et de 6 300 parents.

L'étude révèle que 57 % des jeunes de 18 à 24 ans habitent de façon permanente chez leurs parents. Cette proportion monte à 75 % lorsqu'ils sont sans emploi et ne font pas d'études. 70 % des jeunes sont aidés financièrement de façon régulière par les parents. Ce sont les jeunes en cours d'études qui en bénéficient le plus (330 euros par mois en moyenne), ceux qui sont sortis du système éducatif sont plus rarement et moins soutenus. L'aide des parents varie aussi selon le milieu social.

Les enfants de cadres sont 2,5 fois plus aidés que les enfants d'ouvriers. L'enquête observe toutefois que le soutien parental ne se limite pas à un apport financier : 46 % des jeunes sont affiliés à la complémentaire santé de leurs parents, 20 % assurent leur véhicule sur le contrat de leurs parents. Les jeunes bénéficient aussi d'aides ponctuelles de la part de leurs parents, notamment pour le financement de leur permis de conduire, financés par les parents pour 84 % des titulaires.

BTS ÉCONOMIE SOCIALE FAMILIALE		Session 2017
U5 – Connaissance des politiques sociales	Code : 17NC-ESE5CPS	Page : 5/12

Les 30 % des jeunes qui déclarent occuper un emploi gagnent en moyenne 1 245 euros par mois. Les jeunes adultes en cours d'études peuvent aussi exercer des activités rémunérées, en parallèle ou dans le cadre de leur formation. Ils sont 23% dans ce cas.

S'agissant des revenus sociaux (bourses d'étude, aides au logement, minima sociaux, etc.), dernier pan de l'enquête, ils concernent 38% des 18-24 ans. Cette proportion passe à 63 % pour les jeunes qui n'habitent plus chez leurs parents.

Source -CAHUC Pierre, CARCILLO Stéphane et. ZIMMERMAN Klaus F. « *L'emploi des jeunes peu qualifiés en France* ». Les notes du Conseil d'analyse économique, n°4 avril 2013.

ANNEXE 4 –

Le CIDJ (Centre d'Information et de Documentation Jeunesse), ses missions.

Association loi 1901 placée sous le haut patronage du Ministère de la Jeunesse et des Sports a été créée en 1969 pour que tous les jeunes aient un accès égal à l'information nécessaire à leur autonomie. Le CIDJ élabore des outils et des méthodes pour répondre à ce besoin et qui se déclinent en quatre missions principales.

Accueil et information du public.

Le CIDJ reçoit, informe et conseille le public sur place, au 101 quai Branly – Paris 15^{ème}.

Il propose des animations et des ateliers collectifs thématiques.

Le CIDJ dispense aussi des informations par téléphone, sur le forum en ligne de cidj.com et via les réseaux sociaux.

Édition.

Éditeur de publications de référence pour informer et orienter, le CIDJ est reconnu pour son savoir-faire éditorial en matière de produits d'information sur les études et les métiers.

- Actuel-Cidj version papier et version web.
- Un site web : www.cidj.com.
- Les Cartes Métiers du CIDJ.
- Le guide des secteurs qui recrutent.
- Des guides pratiques, en collaboration avec le réseau information jeunesse (« Trouver un job », « Trouver un emploi sans diplôme »).
- Flyers d'information, supports de communication.
- Prestations éditoriales à la carte.

BTS ÉCONOMIE SOCIALE FAMILIALE		Session 2017
U5 – Connaissance des politiques sociales	Code : 17NC-ESE5CPS	Page : 6/12

Documentation.

La Direction des Ressources Documentaires du CIDJ réalise une veille documentaire, qualifie les sources et produit une base de données nationale information jeunesse avec les CRIJ.

Animation de réseaux, coordination de programmes et formation.

Le CIDJ est chargé de :

- l'animation du réseau Information Jeunesse national qu'il appuie notamment sur la production de documentation et d'information, ainsi que de l'animation du réseau information jeunesse francilien ;
- la représentation et de la coordination du réseau IJ national pour Eurodesk et ERYICA, de la coordination des actions en Ile-de-France pour l'envoi des jeunes en Europe dans le cadre du Service Volontaire Européen (SVE).

Le CIDJ est aussi un centre de formation national pour les professionnels de l'accueil, de l'information et de l'orientation.

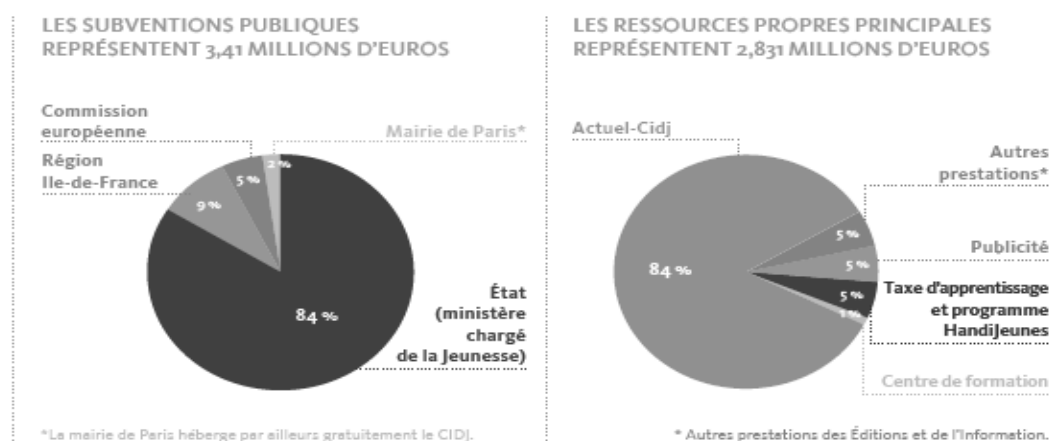
Source -Qui sommes nous ?, CIDJ, en ligne sur le site <http://www.cidj.com>

ANNEXE 5 – Le Centre d'Information et de Documentation Jeunesse (CIDJ).

Depuis 1969, le CIDJ conseille et accompagne tous les publics quel que soit leur statut ou leur niveau d'études, dans le parcours d'orientation scolaire, d'insertion sociale et professionnelle, ainsi que dans leurs projets en France ou à l'étranger.

Le financement du CIDJ :

Un budget de 6,36 millions d'euros en 2015 financé par 54 % de subventions publiques et 46 % de ressources propres.



Le CIDJ s'inscrit au cœur de 13 chantiers prioritaires identifiés par le Comité Interministériel de la Jeunesse (CIJ). Il intervient sur toutes les questions des jeunes et notamment dans les domaines suivants :

- l'orientation (études, métiers, formation, soutien scolaire, décrochage scolaire, recherche de stages) ;
- l'emploi (alternance, stages en entreprise, jobs d'été, recherche d'emploi, création d'entreprise) ;
- la vie pratique (droits démarches administratives, prévention routière, santé, logement, citoyenneté, discrimination) ;
- les loisirs, la culture, le sport et l'engagement dont l'accompagnement de projets ;
- le volontariat ;
- la mobilité européenne et internationale ;
- le multimédia.

UN LIEU UNIQUE POUR ACCUEILLIR, INFORMER ET CONSEILLER LES JEUNES.

- **Des services au plus près des attentes du public.**
 - o Accueil de groupes.
 - o Entretiens personnalisés après une première rencontre avec un conseiller du CIDJ.
 - o Réponses en direct ou à distance par téléphone ou sur Le Forum du CIDJ : les conseillers répondent aux questions des internautes.

- **Des espaces thématiques.**

Les conseillers du CIDJ et ses partenaires reçoivent en entretiens personnalisés au sein des espaces :

- o études et métiers avec le CIO (Centre d'Information et d'Orientation) et Médiacom - rectorat de Paris ;
- o emploi avec pôle emploi ;
- o initiatives des jeunes et création d'entreprise, avec l'ADIL (Agence Départementale d'Information sur le Logement) - Boutique de gestion ;
- o mobilité internationale et Service Volontaire Européen (SVE) ;
- o logement, avec le Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes (CLLAJ) ;
- o droit avec le Point Accès au Droit (PAD) : juristes de l'APASO (Association pour la Prévention Accueil, le Soutien et l'Orientation), avocats du barreau de Paris et le Défenseur des droits.
- o Culture et loisirs, avec le Kiosque Jeunes de Paris.

BTS ÉCONOMIE SOCIALE FAMILIALE		Session 2017
U5 – Connaissance des politiques sociales	Code : 17NC-ESE5CPS	Page : 8/12

- **Services spécialisés des partenaires.**
- **Consultation de la documentation papier ou en ligne.**
- **Ateliers sur les démarches de la vie quotidienne.**

DES SERVICES COLLECTIFS EN DEVELOPPEMENT.

Accueil de groupes.

Accueil sur mesure de classes et de groupes par les équipes du CIDJ.

Ce service est destiné aux collèges, lycées, universités, organismes de formation, plateformes de mobilisation, association ou tout autre groupe constitués.

Ateliers collectifs.

Thématiques : la confiance en soi dans la recherche de formation ou d'emploi ; découvrir l'économie sociale et solidaire ; le marché de l'emploi et les secteurs qui recrutent en Île-de-France ; améliorer sa recherche d'emploi sur internet et les réseaux sociaux ; partir à l'étranger : de l'idée au projet ; étudier aux USA ... 143 ateliers organisés en 2015.

Visites d'entreprises.

En 2015, 9 visites d'entreprises (ESS, métiers de la distribution et de la métallurgie avec le CREPI Île-de-France (réseau qui réunit les entreprises des départements Île-de-France).

Jobs et Alternance Dating.

Offres d'emploi en nombre sur une journée.

Mise en relation des candidats et des recruteurs (SNCF, des CFA (Centre de Formation d'Adultes), les compagnons du devoir...).

DES ÉVÉNEMENTS TOUT AU LONG DE L'ANNÉE.

Forums sur mesure.

Le CIDJ a organisé une animation Économie Sociale et Solidaire (ESS) avec l'AVISE (portail de développement de l'économie sociale et solidaire) et un forum de recrutement de service civique avec le Mouvement Associatif. 1 650 jeunes ont participé à ces forums en 2015.

Animations avec les partenaires.

Sur le thème de la création d'entreprise, BGE Adil* a proposé des regroupements mensuels de la couveuse intergénérationnelle, des comités de sélection et une réunion d'information.

Avec Cojob (collectif pour rechercher du travail) le CIDJ a accueilli 200 jeunes pour du cosearching (partage de réseau et entraide).

Avec Unis – Cité, le CIDJ ont effectué des séances d'information sur le service civique.

*Ensemble pour Agir et Entreprendre.

BTS ÉCONOMIE SOCIALE FAMILIALE		Session 2017
U5 – Connaissance des politiques sociales	Code : 17NC-ESE5CPS	Page : 9/12

Le CIDJ et Yupeek (site d'offres d'emploi pour les jeunes) ont organisé une conférence nocturne sur l'e-réputation : décryptage et conseils pratiques pour booster sa recherche d'emploi.

Conférences pour les familles.

Le CIDJ a organisé en partenariat avec, le rectorat de Paris 2 conférences APB (Admission Post Bac), 120 personnes y ont participé.

Salons extérieurs.

En 2015, le CIDJ a participé à 9 salons : Journée Jobs d'été, Paris pour l'Emploi, Salon de l'étudiant, Fête de l'Europe ...

En partenariat avec la Région Île-de-France.

- **Semaine de l'orientation, avec 4 forums.**

Découverte des métiers du numérique ; entretiens d'orientation personnalisés ; handicap alternance ; journée famille. 2 700 participants.

- **Semaine de l'insertion professionnelle avec 4 forums.**

Emploi sans diplôme ; formation en apprentissage ; emploi handicap ; formations pour adultes. 8 000 personnes ont participé à ces forums.

- **Forum du 1er parcours professionnel en Europe et à l'international.**

900 personnes ont participé à ce forum.

- **Osez l'Allemagne.**

800 personnes ont participé à ce forum.

- **Semaines thématiques dans le réseau IJ francilien et au CIDJ.**

Partir ailleurs ; culture à tout prix ; l'égalité professionnelle hommes – femmes.

- **Journée jobs d'été 2015 : 22^{ème} édition.**

8 000 jeunes ont rencontré 40 entreprises le mardi 31 mars 2015.

Des centaines de jeunes ont pu améliorer leur cv et leurs techniques d'entretien, organiser leurs recherche de jobs guidés par des conseillers vers des jobs à l'international.

Source - Rapport d'activité 2015, Disponible sur <http://www.cidj.com/>,
(consulté le 20 octobre 2016).

BTS ÉCONOMIE SOCIALE FAMILIALE		Session 2017
U5 – Connaissance des politiques sociales	Code : 17NC-ESE5CPS	Page : 10/12

ANNEXE 6 – Une antenne de la Mission Locale de Paris au CIDJ.

La Mission locale de Paris, association de service public, s'installe dans les locaux du CIDJ et vous accueille du mardi au vendredi de 13 h à 18 h. La Mission locale accompagne les jeunes parisiens de 16 à 25 ans en recherche d'emploi ou de formation. [...] Elle favorise l'intégration des jeunes parisiens sur le marché de l'emploi par le biais d'un accompagnement global. C'est dans cette perspective parce que l'accompagnement global implique une approche partenariale et disciplinaire que la Mission locale a souhaité installer une permanence d'accueil au sein du CIDJ. Une convention annuelle signée entre le CIDJ et la Ville de Paris (DJS) sera renouvelée lors du Conseil de Paris de septembre.

Source - CIDJ, <http://www.cidj.com>, consulté le 20 octobre 2016.

ANNEXE 7 – Mission locale de Paris.

Pour les jeunes parisiens.

Chaque année la Mission Locale de Paris oriente 25 000 jeunes dont 20 000 font l'objet d'un accompagnement suivi. En 2014, ce n'est pas moins de 6 500 jeunes qui ont accédé à un emploi et 4 500 qui ont repris un parcours de formation après un accompagnement à la Mission Locale de Paris. Grâce à ses 160 salariés et à ses 6 points d'accueil répartis sur tout le territoire parisien la Mission Locale de Paris assure au quotidien, sa mission de service public pour les jeunes.

La Mission Locale de Paris intervient dans plusieurs domaines de la vie quotidienne : emploi, formation, logement, santé, droits et devoirs. Association de droit privé, chargée d'une mission de service public, la Mission Locale de Paris est financée par la ville de Paris, la région Île-de-France et l'État.

L'intérêt des Missions Locales.

Les Missions Locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes (couramment appelées Missions Locales) sont des organismes chargés d'aider les jeunes à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur inclusion professionnelle et sociale. Elles ont été créées par ordonnance en mars 1982, à la suite du rapport, de Bertrand SCHWARTZ (septembre 1981) sur l'insertion professionnelle et sociale des jeunes.

BTS ÉCONOMIE SOCIALE FAMILIALE		Session 2017
U5 – Connaissance des politiques sociales	Code : 17NC-ESE5CPS	Page : 11/12

Les partenaires.

Des partenaires mobilisés pour les jeunes parisiens.

Pour accompagner au mieux les jeunes, la Mission Locale de Paris mobilise et travaille avec de nombreux partenaires tant publics, qu'associatif ou privé. Ces partenaires sont des appuis nécessaires et indispensables pour accompagner les jeunes dans leurs projets socioprofessionnels.

Des financements utiles et constructifs pour l'avenir des jeunes.

La Mission Locale de Paris bénéficie de financements publics permettant de traiter la question de l'inclusion socioprofessionnelle des jeunes âgés de 16 à 25 ans. Cette question concerne toutes les strates de la société. Cela se traduit, pour la Mission Locale de Paris, par l'attribution d'une mission de service public qui engage tous les niveaux institutionnels.

La Mission Locale de Paris est donc financée par les collectivités locales (la mairie de Paris et la région Île-de-France), l'État et l'Europe. De plus, la MLP bénéficie de nombreux financements sur des appels à projets, tant d'institutions publiques que privées.

Source - Mission Locale de Paris, Union des Missions Locales.

Disponible sur : <http://www.unml.info/les-missions-locales>.

(Consulté le 07 juillet 2016).